

Anatole France

1855-1929

Le combat d'Anatole France pour les droits de l'Homme commença en 1897 quand l'écrivain, que son élection à l'Académie française venait de consacrer, apporta son soutien à la cause arménienne. Mais c'est l'affaire Dreyfus, dans laquelle il prit activement part dès 1898, qui joua un rôle capital dans son évolution. Il se sépara alors de la plupart de ses amis et connaissances (il avait été hostile à la Commune de Paris) et signa, au lendemain du « J'accuse...! » de Zola, la protestation demandant la révision du procès. En février, il vint déposer au procès Zola, et lorsque celui-ci dut quitter la France pour l'Angleterre afin d'échapper à l'arrestation, il renvoya sa Légion d'honneur par solidarité avec lui (on la lui avait retirée). Il dira l'importance qu'eut pour lui l'Affaire : « Je me suis rencontré avec cette large fraction des socialistes français qui a compris que, de l'affaire d'un insignifiant capitaine juif, pouvait naître un grand mouvement social. » Membre de la Ligue des droits de l'Homme dès sa fondation, il entra en 1904 à son Comité central. Avec elle, il combattit tour à tour « le despotisme russe », les persécutions antisémites en Europe, le délit d'opinion, et se prononça en faveur de l'abolition de la peine de mort et de l'emprisonnement politique. Anatole France appuya la campagne laïque de la LDH en 1902-1903 et prit parti pour la séparation des Eglises et de l'Etat. En 1905, il fut élu président d'honneur de l'Association nationale des libres penseurs. Après la révolution russe de 1905, il soutint publiquement le Parti des révolutionnaires russes, présida la Société des amis du peuple russe et entama une correspondance avec Gorki. Dès le lancement de *L'Humanité* en avril 1904 par Jaurès, il devint un collaborateur régulier du quotidien socialiste. Il intervint en 1907 pour Francisco Ferrer, anarchiste espagnol. En 1911, il appuya le mouvement pour la réintégration des cheminots, révoqués à la suite de la grève d'octobre 1910, et intervint avec la LDH en février 1912 dans l'affaire Rousset, contre les bagnes militaires. En 1914, il défendit de nouveau les idées socialistes lors des élections législatives d'avril-mai. Ami et admirateur de Jaurès, il lui rendit hommage après son assassinat dans *L'Humanité* du 2 août 1914. Le 29 juin 1917, dans un article intitulé « Pour la liberté ! » et publié dans la revue hebdomadaire *Les Nations*, il dénonça la censure politique. En avril 1918, il donna une lettre de témoignage en faveur de Charles Rappoport, déferé devant le Conseil de guerre pour « propos défaitistes ». Après le verdict d'acquiescement de l'assassin de Jaurès, en avril 1919, il publia un article de



© DK

protestation et se rendit à la grande manifestation de l'Union des syndicats et de la Fédération socialiste de la Seine.

En 1919, il participa au Comité d'initiative de clarté et signa la Déclaration contre le traité de Versailles « Contre la paix injuste » (*L'Humanité*, 22 juillet 1919), contre l'intervention en Russie « Aux Travailleurs manuels et intellectuels », appelant à la défense de la Russie des Soviets (*Le Populaire*, 7 septembre 1919) et contre le blocus de la Russie « Un grand crime se commet. Nous protestons » (*L'Humanité*, 26 octobre 1919). Si l'attitude d'Anatole France vis-à-vis de la Russie soviétique a été de constante sympathie, il n'adhéra pourtant jamais au Parti communiste et resta membre de la LDH quand le 4^e congrès de l'Internationale communiste a proclamé, à la fin 1922, l'incompatibilité entre l'appartenance à la LDH et celle au PC. Son attitude vis-à-vis du bolchevisme changea d'ailleurs à partir de 1922. Le 17 mars, il envoya un télégramme au gouvernement de Moscou pour protester contre le procès imminent des socialistes-révolutionnaires et s'associa à l'appel de Gorki en faveur des accusés, tout en prenant ses distances sur le fond de l'affaire. Anatole France ne fut alors plus considéré comme un allié aussi sûr par le Parti. On lui demanda encore, comme à quelques autres intellectuels, une Déclaration de sympathie pour la Révolution russe, à l'occasion du cinquième anniversaire de celle-ci ; ce fut son « Salut aux Soviets », qui parut le 8 novembre 1922 dans *L'Humanité*. Mais dès l'année suivante, il s'éloigna du PC et du communisme pour se rapprocher des socialistes et des républicains de gauche. En avril 1924, Anatole France reçut pour son 80^e anniversaire une consécration que peu d'écrivains connurent de leur vivant. Au lendemain de la victoire du Cartel des gauches, qu'il avait souhaitée, il assista, déjà malade, à la manifestation organisée en son honneur au Trocadéro le 24 mai 1924, quelques mois avant sa mort, où il prononça ses dernières paroles publiques, consacrées à la défense de la paix.

Nicole Racine, historienne

Article paru dans *H&L* n° 97-98 (fév. 1998), p. 30.

N. Racine est décédée en 2012.

d'études documentaires et critiques sur la guerre, association pacifiste issue d'un courant minoritaire de la LDH.

Société des nations.

Elle définit le rôle que devra avoir une Société des nations à la fin du conflit.

1917

Paix.

Une minorité, animée notamment au Comité central par Séverine, Michel Alexandre et Charles Gide, demande « l'arrêt du massacre » et une paix de compromis. Sa motion au congrès, demandant l'arbitrage immédiat des Etats neutres pour mettre fin au conflit, est battue, celle prônant la poursuite de la guerre sans défaillance est adoptée.

Algérie.

Le congrès de la LDH demande l'attribution de droits politiques complets aux Algériens qui ont servi la France pendant la guerre.

Russie.

Elle accueille avec joie la révolution de février en Russie et le renversement du tsar, puis critique « le crime [qui] s'apprête » en Russie – la paix séparée –, comme une trahison de la cause de la démocratie et du socialisme, et décide, après Octobre, une enquête sur le nouveau pouvoir.

Syrie.

Elle demande l'indépendance de la Syrie.

Justice.

Elle fait une première intervention, limitée aux principes et à la procédure, en faveur des ministres Malvy et Caillaux ; puis, à l'initiative de Victor Basch, fait du procès Caillaux une affaire politique.

1918

Finlande.

La LDH salue l'indépendance de la Finlande.

Paix.

Dans un rapport antérieur à l'armistice, son président, Ferdinand Buisson, demande la constitution immédiate de la Société des nations, qu'approuve son congrès